

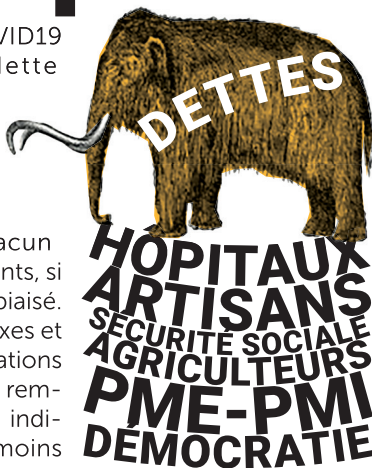
2022 : la dette au pouvoir ?

La crise de la COVID19 a porté la dette publique de la France de 2 360 à 2 650 milliards d'euros. Par habitant c'est presque 40 000 euros.

Qui va payer ? Chacun d'entre nous et nos enfants, si nous acceptons ce jeu biaisé. Directement : plus de taxes et d'impôts, moins d'allocations chômage, de retraite, de remboursements de santé... indirectement : toujours moins de services publics, moins d'investissements, et la vente de nos fleurons (Alstom, Airbus, les barrages, etc). Sans doute un mélange des deux.

Mais à qui doit-on cette dette ? On ne sait pas. Nous n'avons pas le droit de savoir. Les détenteurs de la dette française sont couverts par l'anonymat depuis 2014.

Ce que l'on sait par contre, c'est que **rien que les intérêts de la dette existante**



engouffrent plus d'argent public chaque année que tout le budget de l'éducation nationale ou de la santé publique. Même les taux très bas ont un prix : renoncer à toute réelle démocratie et plaire à nos créanciers.

Quand il s'agit de l'argent public, le nôtre, nous devons pouvoir décider. Mais ce n'est pas le cas. Pendant que la Banque centrale européenne crée des milliards d'euros pour les marchés financiers, les petites entreprises, l'État, et

chacun d'entre nous, devons faire des courbettes aux banques. **En 1945, la France libre avait décidé du contrôle démocratique de la Banque de France.** Nos représentants l'ont abandonné et nous soumettent « quoi qu'il en coûte » au chantage permanent à l'argent.

Un « quoi qu'il en coûte » dont le triage de nos anciens dans les EHPAD et des malades à l'hôpital n'est qu'un avant-goût.



Mobilisez-vous avec nous pour renverser ce règne de la dette !



- ➔ **Rendre public le nom des détenteurs de la dette** publique française. Il existe déjà une proposition de loi en ce sens, voir sur giletsjaunesconstituants.fr.
- ➔ **Faire un audit de la dette publique** en vue d'annuler sa part illégitime et odieuse.
- ➔ **Fonder une Banque Nationale sous contrôle citoyen** pour émettre du crédit public, hors du carcan de la BCE. Le pouvoir de battre monnaie et d'endetter tout un peuple est trop important pour le laisser entre les mains d'intérêts privés ou de leurs protecteurs.

solidariteetprogres.fr



Page Facebook
Le jour se lève

Groupe Facebook
Mouvement citoyens GJ
Pays Yonnais



ricochets-cvdl@laposte.net



concorde1711.com



lerefractaire.com

legouv.fr



penserlafrance.fr



LE GOUVERNEMENT
PENSER LA FRANCE

Cercle citoyen de Dieppe

CerclesCitoyens.fr

Vous voulez vraiment comprendre ?

*Les bonnes réponses au bas de la page

1 - Que représente la dette dans notre budget national ?

- A** - 4 %, comme les dépenses d'investissement.
B - 10,3 %, comme pour les dépenses militaires.

2 - Que représente l'endettement des Français dans notre Produit intérieur brut (PIB) ?

- A** - 50 %
B - 100 %
C - plus de 120 % (environ 40 000€ / habitant)

3 - Qui est le plus endetté en France en 2021 ?

- A** - Les ménages et les entreprises qui produisent.
B - L'État et les institutions publiques. **C** - Les banques.

4 - Qui va pâtir d'une annulation de la dette ?

- A** - Le citoyen lambda. **B** - Le service public.
C - Ceux qui placent leur fortune en actions et dans les paradis fiscaux.

5 - Existe-t-il des précédents historiques de l'annulation des dettes ?

- A** - Un cas dans des dizaines de pays. **B** - Une centaine dans un seul pays.
C - Des centaines dans des dizaines de pays.

6 - Depuis François 1^{er} (XVI^e siècle) combien de fois la France a-t-elle annulé une partie de sa dette ?

- A** - 1 fois **B** - 5 fois **C** - 10 fois **D** - 15 fois

7 - Si on annule une partie de sa dette, la France ira au désastre ?

- A** - Oui, car elle n'aura pas tenu ses promesses vis-à-vis des marchés.
B - Non, au contraire, si on impose une politique d'investissement pour l'école, le laboratoire, l'hôpital, l'industrie et l'agriculture.

8 - Si les taux d'intérêt restent bas, que va-t-il arriver ?

- A** - L'argent ne coûte rien, on va investir et consommer.
B - On s'endettera davantage, sans les moyens de rembourser.
C - S'ils restent bas pour investir dans l'école, le laboratoire, l'hôpital, l'industrie et l'agriculture, on pourra rembourser avec les revenus réalisés et investir.
D - Les taux d'intérêt ne sont qu'un moyen, ce qui compte c'est vers quoi va l'argent.

